

LE JOUR, 1946
26 NOVEMBRE 1946

A PROPOS DE VIE CHERE

Le pays le meilleur marché du monde est devenu un des plus chers. On pourrait, avec un peu de bonne humeur, mettre cela en musique et en faire moudre l'air par les accordéons. Cela ferait une mouture comme une autre.

Le problème paraît simple. C'est un des plus complexes. Et cela tient à des facteurs très divers.

Nous entendons depuis longtemps philosopher sur ce sujet, sans que les théoriciens déchaînés apportent une solution raisonnable. C'est parce qu'ils négligent de faire cas des réalités, il nous semble.

Après la première grande guerre, vers 1920, les prix étaient, chez nous, aussi chers qu'aujourd'hui ; et cependant, alors, personne ne se plaignait d'un accroissement de la circulation monétaire.

Alors, il n'y avait pas de contrôles des changes. Le Liban et la Syrie payaient en or et, en prenant leurs risques, s'approvisionnaient à une cadence rapide. Alors, dans un empirisme relatif, chaque pays était maître de son économie. Et personne ne soutenait paradoxalement qu'un pays qui s'était enrichi était un pays malheureux.

Cette fois la situation a changé. Si l'indépendance politique a été acquise, l'indépendance économique a disparu.

Par le jeu des zones monétaires (franc, sterling, dollar...), des contrôles des changes et d'une centralisation quasi universelle de la distribution des nourritures de ce monde (et de tout ce qui est de première nécessité) on ne peut plus rien faire librement. Des puissances universelles règlent ou dérèglent tout. Il faut partout se soumettre à des limitations et à des contraintes.

On achète ce qu'on peut ; on n'achète plus ce qu'on veut. Et là où les lois bloquent les initiatives, le "marché noir" devenu marché "officieux" intervient. Et le marché noir sévit, plus ou moins, suivant que, dans tel pays ou tel autre, le respect des lois, le civisme ou, au contraire, l'individualisme règnent.

Il n'y a aucune raison de se dissimuler qu'au dessous du niveau géographique de la Grande-Bretagne et des Pays Scandinaves, presque toute l'Europe continentale vit d'un marché noir insolent qu'elle n'arrive pas à combattre efficacement. Pourquoi ? Parce qu'il faudrait en Europe aller jusqu'à des sévérités inouïes et jusqu'à la peine de mort avec, d'ailleurs, peu d'espoir de réussir.

Cette partie du problème relève de la psychologie et des mœurs. Toute l'Histoire, depuis l'Edit de Dioclétien, vient à l'appui de cette affirmation.

Imaginez après cela, le Liban avec son territoire étroit, le Liban obligé comme l'Angleterre (et comme autrefois Venise) de commercer et de vendre pour vivre (et plus encore des services que des marchandises) imaginez ce Liban traqué et acceptant d'étouffer pour obéir à une législation économique imposée directement ou indirectement par l'étranger !

Il y a dans cet aspect des réalités, pour un pays éclectique comme le nôtre, quelque chose de vraiment inhumain.

Ajoutez à cela que nous sommes pris entre la mer d'où ne nous viennent que parcimonieusement des monnaies à pouvoir d'achat limité ou arbitraire de l'Occident, et l'hinterland syrien et arabe où tout le monde, consciemment ou inconsciemment, compte en or.

Nous achetons ainsi à base d'or, l'essentiel de notre nourriture. Un terrain sur lequel nous devrions théoriquement pouvoir nous défendre c'est celui de la farine et du pain. Mais sur ce terrain vital du pain quotidien, par le jeu des contrôles divers, nous ne trouvons devant nous, pour l'instant, en fait de fournisseurs qu'une Syrie assez exigeante.

Comment avec ces incidences redoutables et quelques autres, la vie ne serait-elle pas chère, au Liban, pour un temps ? (car les jours de l'abondance et des prix dérisoires reviendront).

Mais nous avons aussi des salaires qui se rapprochent des plus élevés du monde et nous réussissons à maintenir, en moyenne, à tous les niveaux de la population, le standing de vie élevé du Moyen-Orient.

Ces remarques sont loin d'épuiser un si vaste sujet. Pour tenter d'être complet, il faudrait mettre sur le papier beaucoup d'encre mais, il faut encore parler d'abus, de négligence et d'erreurs.

Qui niera qu'il y a des abus et parfois scandaleux ? Mais aussi qui se sent ici assez de compétence, de vigilance et de force pour affirmer qu'il supprimerait, lui, au Liban, les abus, les négligences et les erreurs ?

Les possibilités chez nous, c'est dans une attitude modérée qu'il faut les trouver. C'est dans la nécessité de laisser aux Libanais assez de liberté pour qu'ils se débrouillent et qu'ils gagnent leur vie (trop d'entre eux songent déjà au départ!) en traitant cependant de façon moins débonnaire, ceux qui font de l'esprit de lucre et du profit cynique leur loi.

Les impatiences, chez nous, ce sont surtout les petits scandales qui les font. Ce sont ces histoires de privilégiés qui ont absorbé les dollars ou les automobiles par exemple ; ce sont des faveurs variées, aussi éclatantes qu'imméritées.

Il faut mettre ordre à cela, et, peut-être, depuis quelque temps le fait-on.

Mais le Gouvernement a désormais le devoir de servir et de faire servir les citoyens avant les dignitaires de l'Etat.